

COMMUNE DE PETITE-FORET

ARRÊTE MUNICIPAL N°24-26A
8.3 Voirie

DÉFILÉ DU 19 MARS

Le Maire de la commune de Petite-Forêt ;

VU la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28, R 417 - 10 et 4 et R 411- 25 al 3,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24/11/67, portant instruction générale sur la signalisation routière,

CONSIDÉRANT qu'en raison du défilé de commémoration du 19 mars 1962, il y a lieu de restreindre le stationnement sur la place Jules Verne et de ralentir la circulation lors du passage de ce dernier,

ARRÊTE

Article 1 : le mardi 19 mars 2024, le stationnement sera interdit place Jules Verne de 15h00 à 18h00,

Article 2 : la circulation sera temporairement ralentie et régulée par la Police Municipale lors du passage du défilé dans les rues Jean Jaurès et Lénine à l'aller et Gabriel Péri, Edmond Cher et Jean Jaurès au retour,

Article 3 : la signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire, approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins des services techniques municipaux,

Article 4 : Nonobstant les dates fixées à l'article 1^{er}, ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective de la manifestation, concrétisée par la levée de la signalisation,

Article 5 : le présent arrêté figurera au registre des arrêtés municipaux et ampliation sera transmis à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police de Valenciennes,
- Monsieur le Commandant des Pompiers d'Anzin,
- Monsieur le Chef de la Police Pluri-communale,

Le Maire



Sandrine GOMBERT.

Acte notifié et/ou mis en ligne le : 16 février 2024

Le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois, à compter de sa notification et/ou de sa mise en ligne ; saisine possible par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le Maire



Sandrine GOMBERT.